

France-Royan: Construction work

OJ S 129/2021 07/07/2021

Contract notice

Works

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: SEMDAS

Postal address: 67 cours de l'Europe

Town: Royan

NUTS code: FRI32 Charente-Maritime

Postal code: 17200

Country: France

E-mail: Joubert@semdas.fr

Telephone: +33 546050835

Internet address(es):

Main address: <http://semdas.achatpublic.com>

Address of the buyer profile: <https://semdas.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <http://Semdas.achatpublic.com>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_O7FX1uN-uc

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Lot 4: serrurerie batardeaux

Reference number: 2303 - AOO Trx capitainerie relanceLOT 4

II.1.2. Main CPV code

45000000 Construction work

II.1.3. Type of contract

Works

II.1.4. Short description

Réalisation des travaux de réhabilitation et d'extension de la capitainerie sanitaires du port de La Tremblade (17390) — lot 4 — serrurerie batardeaux.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

45000000 Construction work

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRI32 Charente-Maritime

Main site or place of performance: Place Faure Marchand — 17390 La Tremblade.

II.2.4. Description of the procurement

Lot 4: serrurerie batardeaux.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 45 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 16

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

La proposition de variantes n'est pas autorisée. Prestations supplémentaires éventuelles: non.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

— déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les

trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles;

— l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité. Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

— une liste des moyens humains avec indication des effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années;

— une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années (désignation, date, montant, maître d'ouvrage, maître d'œuvre);

— une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public;

— les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants.

Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres états membres.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

Un dispositif d'insertion est mis en place pour les lots dans les conditions précisées à l'article 10.7 du CCAP. Période de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP) réservée à des publics déterminés en situation de précarité ou d'exclusion obligatoire pour le lot 4 «Serrurerie batardeaux». Pour le lot 4, qui génère un nombre d'heures d'insertion trop faible et en tout état de cause inférieur au seuil de 35 heures retenu par la CARA, il est demandé aux entreprises attributaires d'accueillir, pour un stage de deux à trois jours, une personne relevant du dispositif de l'insertion par l'activité économique.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.1. Previous publication concerning this procedure

Notice number in the OJ S: [2021/S 035-084267](#)

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 09/08/2021 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 4 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 09/08/2021 Local time: 12:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Pour rappel la procédure initiale était une consultation passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert dans le respect des dispositions du code de la commande publique (articles R. 2161-2 à R. 2161-5): JOUE avis n° [2021/S 035-084267](#)/BOAMP avis n° 21-22117/profil acheteur: achatpublic.com — avis n° 3624055. Cette procédure concernait les travaux de réhabilitation et d'extension de la capitainerie du port de La Tremblade (17390), divisés en douze lots:

- lot 1: démolitions — gros-œuvre — fondations spéciales;
- lot 2: charpente bois — ossature et bardage bois;
- lot 3: étanchéité — couverture bac aciers;
- lot 4: serrurerie — batardeaux;
- lot 5: menuiseries extérieures aluminium;
- lot 6: menuiseries intérieures bois;
- lot 7: doublages — distribution — plafonds;
- lot 8: revêtements de sol — faïences;
- lot 9: électricité courants forts et faibles;
- lot 10: plomberie — chauffage — ventilation;
- lot 11: élévateur PMR;
- lot 12: peintures extérieures et intérieures.

Nouvelle consultation: modification du dossier de consultation des entreprises. Lot 4 «Serrurerie — batardeaux» relancé dans le cadre d'une consultation passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert dans le respect des dispositions du code de la commande publique (articles R. 2161-2 à R. 2161-5). Justifications à produire par les candidats: mentionnés dans les documents de la consultation (article 4.1 du règlement de la consultation), les candidatures et offres ne seront signées que par les seuls attributaires du marché. Type de procédure: appel d'offres ouvert dans le respect des dispositions des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique. La SEMDAS, mandataire du maître d'ouvrage, agit au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique. Le dossier de consultation est dématérialisé et téléchargeable sur la plate-forme <http://semdas.achatpublic.com> — En cas de difficultés quant au téléchargement du DCE, les candidats sont invités à se rapprocher de la hotline technique au +33 892232120 ou support@achatpublic.com. Seule la transmission des candidatures et des offres par voie dématérialisée est autorisée sur le site internet <http://semdas.achatpublic.com> dans le respect des dispositions de l'article 6 du RDC. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé ne jamais avoir été reçu. Délai de validité des offres: 120 jours à compter de la date limite de réception des offres. Il est précisé que le délai d'exécution court à compter de la date de démarrage fixée par ordre de service. Un dispositif

d'insertion est mis en place pour les lots dans les conditions précisées à l'article 10.7 du CCAP travaux. Modalités de financement du programme: budget de la collectivité et subventions. Modalités de paiement: 30 jours, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre. Marché passé à prix fermes actualisables. Le marché fait l'objet d'une avance. Renseignements d'ordre technique: pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Poitiers

Postal address: 15 rue Blossac, BP 541

Town: Poitiers

Postal code: 86020

Country: France

Telephone: +33 549607919

Fax: +33 549606809

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

La présente consultation peut faire l'objet devant le tribunal administratif d'un référé précontractuel conformément aux dispositions des articles L. 551-1 et s. du code de justice administrative jusqu'à la signature du marché, ou, postérieurement à la conclusion du contrat, un référé contractuel conformément aux articles L. 551-13 et s. du code de justice administrative. Il peut être intenté un recours en contestation de validité du contrat issu de la jurisprudence «Tarn-et-Garonne» qui peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées. Il peut être intenté un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

VI.5. Date of dispatch of this notice

02/07/2021